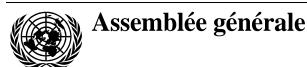
Nations Unies A/AC.259/5



Distr. générale 7 mai 2001 Français

Original: anglais

Processus consultatif officieux ouvert à tous, établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/33 afin de l'aider à examiner chaque année l'évolution des affaires maritimes Deuxième réunion 7-11 mai 2001

## Organisation des travaux et ordre du jour annoté

La 1re séance plénière de la deuxième Réunion du processus consultatif officieux ouvert à tous, établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/33 afin de l'aider à examiner chaque année l'évolution des affaires maritimes, a adopté, le 7 mai 2001, l'organisation de ses travaux et l'ordre du jour annoté figurant dans les annexes I et II du document A/AC.259/L.2, avec les modifications ci-après :

- a) Lire comme suit toute référence au processus consultatif dans le document :
  - « Processus consultatif officieux ouvert à tous, établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/33 afin de l'aider à examiner chaque année l'évolution des affaires maritimes »;
  - b) Lire comme suit le paragraphe 10 du document :
  - « 10. Le rapport de la deuxième Réunion comprendra :
    - a) Une liste:
    - i) Des questions à soumettre à l'Assemblée générale pour examen;
    - ii) Des éléments qui ont trait à ces questions devant être proposés à l'Assemblée générale pour examen,

eu égard aux résolutions que l'Assemblée a adoptées au titre du point de son ordre du jour intitulé "Les océans et le droit de la mer" »;

- c) Au paragraphe 27, lire comme suit l'avant-dernière phrase :
- « D'autres sont étroitement liés aux questions auxquelles l'Assemblée générale, dans ses résolutions 55/7 et 55/8, a donné la priorité : pêche et pollution et dégradation du milieu marin dues aux activités terrestres. »;

01-36296 (F) 070501 070501

d) Au paragraphe 30, lire comme suit la dernière phrase :

« Considérant que l'Assemblée générale, dans ses résolutions 55/7 et 55/8, a donné la priorité à la pêche et aux répercussions des activités terrestres sur les océans, quelles sont les questions qu'il y a lieu de continuer à étudier pour promouvoir l'application des dispositions de ces résolutions? »

n0136296.doc